



CARTE JUDICIAIRE : boycott des C.T.P.S.J. & C.T.P.M.

Le C.T.P. des services judiciaires était convoqué le 19 décembre 2007, avec notamment à son ordre du jour les divers projets de décrets concernant la réforme de la carte judiciaire.

L'entente syndicale Cfdt/CGT/USAJ-UNSA/SM, dans le cadre de son opposition à la réforme telle qu'imposée par la ministre et de sa demande d'ouverture d'une véritable concertation, a décidé de boycotter cette réunion en ne rentrant pas dans la salle, afin d'en imposer le report, faute de quorum.

Nous avons donc désigné une représentante du SM, non membre du C.T.P.S.J. et donc non concernée par le quorum, pour faire ou déposer une déclaration en ce sens.

Nous avons pu constater en revanche que les représentants des organisations catégorielles (SDGF et C-Justice) étaient bien installés dans la salle, assis autour de la table. Le Directeur des services judiciaires, qui présidait, n'a pu que constater l'absence de quorum, et a donc décidé de renvoyer la tenue de ce C.T.P. au jeudi 27 décembre.

La responsable de C-Justice a demandé que sa présence ne soit pas mentionnée sur le procès-verbal, ce que le D.S.J. n'a pas accepté. Quant à la secrétaire générale du SDGF, elle est restée taise.

Nous avons été d'autant plus surpris de lire, le soir même sur le site du SDGF, que *“ne voulant pas cautionner le choix de l'administration sur la réforme de la carte judiciaire, nous avons pris la décision de ne pas siéger. En conclusion le quorum n'étant pas atteint il n'a pu se tenir...”*

Comment peut-on être aussi malhonnête et mentir avec autant d'aplomb à l'ensemble de nos collègues ?

Et bien, dès le lendemain matin, cette “info” mensongère était remplacée par une autre : *“On a eu la surprise de constater le boycott de l'entente ... qui n'a pas jugé bon de nous en informer...”*

Nous sommes rassurés, le SDGF rajoute qu'il comprend notre position !

Bien évidemment, l'entente syndicale a également boycotté le C.T.P. Ministériel de ce jour, rejointe par la F.S.U. Le C.T.P.M. est donc refixé au vendredi 28 décembre 2007.

Paris, le 20 décembre 2007